



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.186/4
du 29 mars 2023

advies 73.186/4
van 29 maart 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten'

Le 6 mars 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 mars 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 mars 2023.

*

Op 6 maart 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 maart 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

L'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' a été abrogé en date du 23 janvier 2023¹ et ne doit dès lors pas figurer dans l'intitulé du projet.

PRÉAMBULE

1. La disposition légale visée à l'alinéa 2 ne contient pas d'habilitation au Gouvernement et ne peut donc servir de fondement juridique au projet.

Les arrêtés royaux visés aux alinéas 3 et 5 ne sont pas modifiés par le projet.

Les alinéas 2, 3 et 5 seront en conséquence omis.

2. À l'alinéa 7, c'est l'accord de la « Secrétaire d'État au Budget » qui doit être visé.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La disposition, en son second tiret, abroge un alinéa inexistant. La disposition sera revue de manière à ne remplacer que l'alinéa 3 (existant) par le dispositif en projet.

¹ Par l'article 21 de l'arrêté royal du 20 décembre 2022 'modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral (ou service public de programmation), l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Article 2

1. La phrase liminaire précisera la subdivision de l'arrêté du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' dans laquelle l'article 20*bis* est appelé à s'insérer, cette observation valant également pour l'insertion des articles 20*ter* (article 3 du projet), 20*quater* et 20*quinquies* en projet (article 4 du projet).

2. Dans la phrase introductive du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la question se pose de savoir quelle signification particulière s'attache à l'emploi de l'adjectif « effective », sachant que cet adjectif n'est pas utilisé, par exemple, dans le paragraphe 4 en projet, mais l'est dans d'autres dispositions du projet. L'ensemble du projet sera réexaminé afin d'en assurer la cohérence sur ce plan.

3. Interrogé sur la portée des 1^o et 2^o de l'article 20*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué de la Ministre a suggéré de les omettre et de remplacer les mots « à la demande soit : » par les mots « à la demande du mandataire concerné ».

La disposition en projet sera revue en ce sens.

4. L'alinéa 2 du paragraphe 3 en projet sera reformulé pour mieux exprimer l'intention de l'auteur du projet selon laquelle l'outplacement doit toujours faire l'objet d'un accord écrit et que, dans tous les cas, sa durée est de douze mois maximum.

5. Au paragraphe 4 en projet, les mots « une mention d'évaluation favorable » seront remplacés par les mots « au minimum une mention d'évaluation [effective] 'répond aux attentes' » en cohérence avec le reste du dispositif.

Article 3

1. À l'article 20*ter*, alinéa 3, en projet, les mots « au minimum » seront insérés entre les mots « qu'il a obtenu » et les mots « une mention d'évaluation effective 'répond aux attentes' ».

2. L'alinéa 4 en projet accorde aux titulaires d'une fonction de management en exercice une dispense de l'épreuve des tests éliminatoires visée à l'article 7, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 pour une fonction de management de niveau équivalent ou inférieur ².

² Ce qui, contrairement à ce que peut laisser entendre le rapport au Roi, ne les dispense pas des tests informatisés visés à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, conformément à ce que prévoit l'article 7, § 3, alinéa 2, *in fine* de ce même arrêté (« Ce test éliminatoire est préalable aux tests informatisés visés au § 2, alinéa 1^{er} »).

La section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison l'alinéa 4 en projet ne tient pas compte des résultats des évaluations de ces managers encore en exercice³ ainsi que du nombre de mandats qu'ils auraient déjà effectués, alors que ces éléments sont pris en considération par l'auteur du projet pour évaluer si les autres managers visés à l'article 20ter ont droit à cette dispense.

L'article 20ter, alinéa 4, en projet sera revu à la lumière de cette observation.

Article 4

1.1. L'article 4 du projet tend à insérer, dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001, les articles 20quater et 20quinquies en projet.

Ces dispositions prévoient des mesures particulières réglant la situation des anciens mandataires des services publics fédéraux à la fin de leurs mandats, ce que l'auteur du projet qualifie dans le rapport au Roi de « position de repli ».

1.2. Conformément à l'article 20quater en projet, les anciens mandataires nommés à titre définitif dans la fonction publique fédérale bénéficient d'un avancement d'une classe par mandat finalisé s'ils ont obtenu au minimum une mention « répond aux attentes » à leur évaluation.

Selon l'article 20quater, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, la réaffectation de l'ancien mandataire s'effectue « dans le service public fédéral où le titulaire d'une fonction de management a été mis en congé d'office pour mission d'intérêt général ou dans le service public fédéral ou service public de programmation où le titulaire de la fonction de management a exercé le mandat ».

L'article 20quinquies, en projet, prévoit, pour les anciens mandataires autres que ceux nommés statutairement dans la fonction publique fédérale, la possibilité d'être engagés pour réaliser des projets dont la durée est de maximum vingt-quatre mois.

Par « projet », il faut entendre « tout projet qui poursuit la réalisation d'une mission d'intérêt général qui est reconnue comme essentielle en raison de situations exceptionnelles et imprévues » : ces projets résultent, d'après les termes de la disposition en projet, « d'une décision du Conseil des ministres ou des présidents des services publics fédéraux réunis en conseil voire, le cas échéant, d'une demande spécifique d'un fonctionnaire dirigeant ».

Pour bénéficier de cette mesure, la personne concernée doit, au terme de son second mandat, demander à être inscrite dans une banque de données, qui comprendra l'ensemble des anciens mandataires qui ont manifesté leur intérêt dans ce cadre.

Enfin, il paraît résulter de l'économie de l'article 20quinquies, § 2, que lorsqu'il n'est pas fait appel à l'ancien mandataire dans le cadre de la réalisation d'un projet, ce dernier preste « des services » sous la responsabilité du service public fédéral Stratégie et Appui pendant une durée de deux ans maximum à partir de l'inscription dans la banque de données.

³ Lesquels doivent, conformément à l'article 16 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, être évalués tous les ans.

2.1. Outre leur manque de clarté et de cohérence à plusieurs égards, les articles 20*quater* et 20*quinquies* en projet portent atteinte de manière injustifiée au principe constitutionnel d'égal accès aux emplois publics dès lors qu'ils permettent à d'anciens mandataires d'occuper un emploi, qu'il soit vacant ou non, en dehors de toute procédure d'appel à candidats et de comparaison des titres et mérites ⁴.

Ces deux mécanismes emportent en outre, dans le cas où la nouvelle fonction serait exercée dans un emploi non vacant ⁵, de nombreuses difficultés dans le chef du service public fédéral concerné par les réaffectations en projet, tant au niveau du budget de ce service qu'au niveau du respect des obligations relatives aux cadres linguistiques qui sont d'ordre public ⁶.

2.2. Le mécanisme de désignation pour la réalisation de projets, dont les contours sont imprécis et qui, comme l'explique le délégué de la Ministre, ne sont pas nécessairement liés à des fonctions de management ⁷, contrevient également au principe d'égalité dès lors qu'aucune procédure de sélection n'est envisagée pour l'attribution des projets en question.

Dans ce cadre, la section de législation n'aperçoit pas en quoi l'« expérience large de haut niveau et/ou [les] connaissances particulières dont dispose l'ancien titulaire d'une fonction de management » supposeraient qu'une procédure de sélection, telle qu'elle devrait être mise en œuvre conformément à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 'fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics', ne serait pas nécessaire pour attribuer les projets en question alors que leur objet concret n'est pas connu à l'avance et qu'il ne peut être exclu, dans tous les cas, que d'autres personnes disposent également de cette expérience ou de ces connaissances leur permettant ainsi de postuler à la réalisation de ces projets.

3. Compte tenu de ces objections fondamentales, le système en projet n'est pas admissible.

Le projet sera revu en conséquence ⁸.

⁴ Voir, en ce sens, le protocole de négociations syndicales n° 804 (absence d'accord).

⁵ Ce qui revient à s'interroger sur la prise en compte des besoins réels du service public fédéral concerné.

⁶ Voir, en ce sens, CE (8^e ch.), 30 novembre 2010, n° 209.364, Willems : « [E]n vertu de l'article 43, §§ 3 et 5, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, toute promotion ou nomination s'effectue par cadre linguistique ; [...] l'illégalité des cadres linguistiques vicie donc la nomination ou la promotion qui se fonde sur de tels cadres ; [...] cette illégalité est d'ordre public et doit, au besoin, être soulevée d'office ».

⁷ Comme par exemple des missions d'« expertise ».

⁸ En particulier l'article 5, 1^o, du projet, qui se réfère au mécanisme figurant à l'article 20*quinquies* en projet.

Article 6

L'article 6 du projet sera omis dès lors que les modifications que cette disposition entend apporter à l'article 25 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 ont déjà été introduites par l'article 15 de l'arrêté royal du 20 décembre 2022.

La suite du dispositif sera renumérotée en conséquence.

Article 8

En vertu de l'alinéa 1^{er}, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Comme la section de législation l'a déjà rappelé, une règle selon laquelle un arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas, pour en être informés, du délai normal de dix jours, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Il y a lieu de vérifier dans ces conditions s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur.

Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié⁹.

L'alinéa 1^{er} sera revu en conséquence.

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.1 et formule F 4-5-1-1.

OBSERVATIONS FINALES

1. Le projet sera revu avec attention, en particulier en ce qui concerne la structure et la portée du projet¹⁰ et les renvois¹¹.
2. La version française du projet sera soigneusement revue sur le plan de sa qualité linguistique.
3. Le rapport au Roi, dont le délégué a transmis une version non définitive à la section de législation, sera complété afin de mieux éclairer le lecteur sur la portée précise des dispositions en projet.

*

¹⁰ Par exemple, à l'article 7, les mots « tel que modifié » seront remplacés par les mots « tel qu'inséré ». Contrairement à ce qu'indique son intitulé, le chapitre 2 ne contient pas de dispositions abrogatoires. Compte tenu des articles 8 et 9 du projet qui constituent des dispositions finales, les mots « et abrogatoires » seront remplacés par les mots « et finales ».

¹¹ Par exemple, à l'article 1^{er} du projet, au 1^{er} tiret, les mots « Par dérogation au § 1^{er} » seront remplacés par les mots « Par dérogation à l'alinéa 1^{er} » ; à l'article 20bis, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « visé à l'alinéa 1^{er} » seront remplacés par les mots « visé au paragraphe 1^{er} » ; au paragraphe 4 de cette disposition, le mot « paragraphe » sera remplacé par le mot « article » ; au même paragraphe, le renvoi à l'article 20, § 1^{er}, « alinéa 1^{er} », 6°, n'est pas adéquat dès lors que cette disposition ne contient qu'un seul alinéa (cette observation vaut pour le reste du projet) ; à l'article 5, 2°, c'est un « § 7 » qui sera inséré après le « § 6 » dès lors que ce dernier a été inséré par l'article 14 de l'arrêté royal du 20 décembre 2022 (voir l'erratum publié le 28 février 2023 au *Moniteur belge*).

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ is op 23 januari 2023 opgeheven,¹ en moet bijgevolg niet in het opschrift van het ontwerp worden vermeld.

AANHEF

1. De wetsebepaling waarnaar in het tweede lid wordt verwezen, bevat geen machtiging aan de regering en kan het ontwerp dus geen rechtsgrond bieden.

De koninklijke besluiten waarnaar in het derde en het vijfde lid wordt verwezen, worden niet bij het ontwerp gewijzigd.

Het tweede, het derde en het vijfde lid moeten bijgevolg worden weggelaten.

2. In het zevende lid moet worden verwezen naar de akkoordbevinding van de “staatssecretaris voor Begroting”.

¹ Bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 december 2022 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst (of programmatorische overheidsdienst), het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Bij de bepaling onder het tweede streepje wordt een lid opgeheven dat niet bestaat. De bepaling moet worden herzien zodat enkel het (bestaande) derde lid wordt vervangen door het ontworpen dispositief.

Artikel 2

1. In de inleidende zin moet worden gepreciseerd in welke onderverdeling van het besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ artikel 20*bis* moet worden ingevoegd. Deze opmerking geldt eveneens voor de invoeging van de ontworpen artikelen 20*ter* (artikel 3 van het ontwerp), 20*quater* en 20*quinquies* (artikel 4 van het ontwerp).

2. In de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, rijst de vraag met welke bijzondere bedoeling het adjectief “effectieve” wordt gebruikt, wetende dat dit adjectief niet wordt gebruikt in bijvoorbeeld de ontworpen paragraaf 4, maar wel in andere bepalingen van het ontwerp. Heel het ontwerp moet opnieuw worden onderzocht om dienaangaande voor samenhang te zorgen.

3. Gevraagd naar de draagwijdte van de punten 1° en 2° van het ontworpen artikel 20*bis*, § 1, eerste lid, heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld om die punten weg te laten en om de woorden “op verzoek van:” te vervangen door de woorden “op verzoek van de betrokken mandaathouder”.

De ontworpen bepaling moet in die zin worden herzien.

4. Het tweede lid van de ontworpen paragraaf 3 moet worden geherformuleerd zodat de bedoeling van de steller van het ontwerp beter naar voren komt, namelijk dat het outplacement altijd aan een schriftelijk akkoord onderworpen moet zijn en dat het hoe dan ook maximaal twaalf maanden mag duren.

5. Ter wille van de samenhang met de rest van het dispositief moeten de woorden “een gunstige evaluatievermelding” in de ontworpen paragraaf 4 worden vervangen door de woorden “ten minste een [effectieve] evaluatievermelding ‘voldoet aan de verwachtingen’”.

Artikel 3

1. In het ontworpen artikel 20*ter*, derde lid, moeten de woorden “ten minste” worden ingevoegd tussen de woorden “twee evaluaties” en de woorden “een effectieve evaluatievermelding ‘voldoet aan de verwachtingen’”.

2. Bij het ontworpen vierde lid wordt aan de in functie zijnde houders van een managementfunctie vrijstelling verleend van de eliminerende tests bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 voor een managementfunctie van gelijkwaardig of lager niveau.²

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom het ontworpen vierde lid geen rekening houdt met de resultaten van de evaluaties van die nog in functie zijnde managers³ en evenmin met het aantal mandaten dat ze al zouden hebben vervuld, terwijl de steller van het ontwerp die elementen wel in aanmerking neemt om te beoordelen of de andere in artikel 20ter bedoelde managers recht hebben op die vrijstelling.

Het ontworpen artikel 20ter, vierde lid, moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 4

1.1. Artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe de ontworpen artikelen 20*quater* en 20*quinquies* in te voegen in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001.

Die bepalingen voorzien in bijzondere maatregelen tot regeling van de situatie van de voormalige mandaathouders van de federale overheidsdiensten op het einde van hun mandaten, hetgeen de steller van het ontwerp in het verslag aan de Koning “terugvalpositie” noemt.

1.2. Overeenkomstig het ontworpen artikel 20*quater* worden de voormalige mandaathouders die vastbenoemd zijn binnen het federaal openbaar ambt bevorderd naar een functie één klasse hoger per beëindigd mandaat, indien ze bij hun evaluatie ten minste een vermelding “voldoet aan de verwachtingen” hebben gekregen.

Volgens het ontworpen artikel 20*quater*, § 1, derde lid, gebeurt de reffectatie van de voormalige mandaathouder “in de federale dienst waar de houder van een managementfunctie ambtshalve verlof voor opdracht van algemeen belang werd toegestaan of de federale overheidsdienst of programmatorische overheidsdienst waar de houder van de managementfunctie het mandaat uitgeoefend heeft”.

Voor de voormalige mandaathouders die niet statutair benoemd zijn binnen het federaal openbaar ambt voorziet het ontworpen artikel 20*quinquies* in de mogelijkheid aangesteld te worden om projecten uit te voeren die maximaal vierentwintig maanden duren.

² In tegenstelling tot wat het verslag aan de Koning laat uitschijnen, stelt dat hen niet vrij van de computergestuurde tests bedoeld in artikel 7, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, in overeenstemming met wat wordt bepaald in artikel 7, § 3, tweede lid, *in fine* van datzelfde besluit (“Die eliminerende test gaat vooraf aan de in § 2, eerste lid bedoelde computergestuurde tests”).

³ Die overeenkomstig artikel 16 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 jaarlijks moeten worden geëvalueerd.

Onder “project” moet worden verstaan: “elk project dat betrekking heeft op de uitvoering van een opdracht van algemeen belang die als essentieel is erkend wegens uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden”. Luidens de ontworpen bepaling vloeien die projecten voort uit “een beslissing van de Ministerraad of de in college vergaderde voorzitters van de federale overheidsdiensten, of, in voorkomend geval, uit een specifieke vraag van een leidend ambtenaar”.

Om voor die maatregel in aanmerking te komen moet de betrokkene op het einde van zijn tweede mandaat verzoeken te worden ingeschreven in een databank waarin alle voormalige mandatarissen worden opgenomen die ter zake belangstelling hebben getoond.

Uit de opzet van artikel 20*quinquies*, § 2, lijkt ten slotte te volgen dat, wanneer in het kader van de uitvoering van een project geen beroep wordt gedaan op de voormalige mandaathouder, deze laatste onder de verantwoordelijkheid van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning “diensten” verricht gedurende maximaal twee jaar vanaf de inschrijving in de databank.

2.1. Behalve het feit dat de ontworpen artikelen 20*quater* en 20*quinquies* in meerdere opzichten onduidelijk en onsamenhangend zijn, schenden ze op ongerechtvaardigde wijze het grondwettelijke beginsel van gelijke toegang tot de openbare ambten, aangezien ze het mogelijk maken dat voormalige mandatarissen een al dan niet vacante betrekking bekleden, buiten elke procedure inzake oproep tot gegadigden en inzake vergelijking van aanspraken en verdiensten om.⁴

Die twee regelingen leveren bovendien, ingeval een nieuwe functie zou worden uitgeoefend binnen een niet-vacante betrekking,⁵ vele moeilijkheden op voor de federale overheidsdienst waar de geplande reffectaties zouden plaatsvinden, zowel wat betreft het budget van die dienst als wat betreft de naleving van de verplichtingen inzake taalkader, die van openbare orde zijn.⁶

2.2. De regeling voor een aanstelling om projecten uit te voeren, die onduidelijk afgelijnd zijn en die - zoals de gemachtigde van de minister uitlegt - niet noodzakelijkerwijs samenhangen met managementfuncties,⁷ druist eveneens in tegen het gelijkheidsbeginsel, aangezien geen enkele selectieprocedure wordt voorzien voor de toekenning van de projecten in kwestie.

⁴ Zie in die zin protocol nr. 804 van de onderhandelingen met de vakbonden (geen akkoord).

⁵ Wat de vraag doet rijzen of dan rekening is gehouden met de reële noden van de betrokken federale overheidsdienst.

⁶ Zie in die zin RvS (8^e k.) 30 november 2010, nr. 209.364, *Willems*: “[E]n vertu de l’article 43, §§ 3 et 5, des lois coordonnées sur l’emploi des langues en matière administrative, toute promotion ou nomination s’effectue par cadre linguistique; (...) l’illégalité des cadres linguistiques vicie donc la nomination ou la promotion qui se fonde sur de tels cadres; (...) cette illégalité est d’ordre public et doit, au besoin, être soulevée d’office.”

⁷ Zoals bijvoorbeeld opdrachten in verband met “expertise”.

In dat verband ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom “het hoge niveau van ruime ervaring en/of bijzondere kennis waarover de voormalige houder van een managementfunctie [beschikt]” zou betekenen dat een selectieprocedure, zoals die zou moeten worden georganiseerd overeenkomstig artikel 2, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 25 april 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten’, niet nodig zou zijn voor de toekenning van de projecten in kwestie, terwijl hun concrete inhoud niet op voorhand bekend is en men in geen enkel geval kan uitsluiten dat ook andere personen over die ervaring of kennis beschikken om te kunnen meedingen naar de uitvoering van die projecten.

3. Gelet op die fundamentele bezwaren is de ontworpen regeling niet toelaatbaar.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.⁸

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp moet worden weggelaten aangezien de wijzigingen die deze bepaling beoogt aan te brengen in artikel 25 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, al aangebracht zijn bij artikel 15 van het koninklijk besluit van 20 december 2022.

Het vervolg van het dispositief moet dienovereenkomstig worden hernummerd.

Artikel 8

Krachtens het eerste lid treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Zoals de afdeling Wetgeving al eerder heeft opgemerkt, heeft een regel volgens welke een besluit in werking treedt op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* het nadeel dat, als het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten van het besluit niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Gelet op het voorgaande moet worden nagegaan of het inderdaad noodzakelijk is in een bijzondere inwerkingtredingsbepaling te voorzien.

⁸ In het bijzonder artikel 5, 1°, van het ontwerp, waarin wordt verwezen naar de regeling vervat in het ontworpen artikel 20^{quinquies}.

Indien de in het ontwerp gebruikte formulering wordt aangenomen, moet men zorgen voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.⁹

Het eerste lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

SLOTOPMERKINGEN

1. Het ontwerp moet aandachtig worden nagezien, in het bijzonder de structuur en de strekking ervan,¹⁰ alsook de verwijzingen.¹¹
2. De Franse tekst van het ontwerp moet zorgvuldig worden nagezien vanuit taalkundig oogpunt.
3. Het verslag aan de Koning, waarvan de gemachtigde een niet-definitieve versie aan de afdeling Wetgeving heeft overgezonden, moet worden aangevuld zodat de lezer meer duidelijkheid krijgt over de precieze strekking van de ontworpen bepalingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1 en formule F 4-5-1-1.

¹⁰ Zo moeten in artikel 7 de woorden “zoals gewijzigd” worden vervangen door de woorden “zoals ingevoegd”. In tegenstelling tot wat het opschrift van hoofdstuk 2 aangeeft, bevat dat hoofdstuk geen opheffingsbepalingen. Gelet op de artikelen 8 en 9 van het ontwerp, die slotbepalingen zijn, moeten de woorden “en opheffingsbepalingen” worden vervangen door de woorden “en slotbepalingen”.

¹¹ Zo moeten in artikel 1, eerste streepje, van het ontwerp de woorden “In afwijking van §1” worden vervangen door de woorden “In afwijking van het eerste lid”; in het ontworpen artikel 20bis, § 3, eerste lid, moeten de woorden “in het eerste lid bedoelde” worden vervangen door de woorden “in paragraaf 1 bedoelde”; in paragraaf 4 van die bepaling moet het woord “paragraaf” worden vervangen door het woord “artikel”; in dezelfde paragraaf is de verwijzing naar artikel 20, § 1, “eerste lid”, 6°, niet adequaat aangezien die bepaling maar één lid bevat (deze opmerking geldt voor de rest van het ontwerp); bij artikel 5, 2°, moet een “§ 7” worden ingevoegd na “§ 6” aangezien die laatste paragraaf ingevoegd is bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 20 december 2022 (zie het *erratum* dat op 28 februari 2023 bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*).